

University of Saskatchewan

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

1. Le Canada a besoin d'une stratégie nationale de l'innovation pour soutenir le capital humain, physique et technologique en investissant dans l'enseignement postsecondaire, la recherche, le transfert des connaissances et le développement d'entreprises. 2. L'éducation postsecondaire fait progresser notre économie du savoir en lui fournissant une main-d'œuvre de calibre mondial. C'est également un déterminant important de la croissance du revenu national. Une personne qui détient un baccalauréat ès arts gagne généralement au cours de sa carrière 1,3 million de dollars de plus qu'une autre qui détient un diplôme d'études secondaires et 1 million de dollars de plus qu'une personne qui détient un diplôme d'études collégiales. 3. La recherche universitaire attire le talent, et ses incidences sociales et économiques sont immenses. Le Canada devrait poursuivre ce qui suit : investir dans les programmes de financement de la recherche (trois conseils); soutenir l'infrastructure de recherche de pointe (Fondation canadienne pour l'innovation), offrir des taux compétitifs sur le plan international pour couvrir les coûts indirects de la recherche, et soutenir les coûts d'exploitation des installations scientifiques nationales. 4. Par l'entremise notamment du Programme des chaires de recherche du Canada et du Programme des chaires d'excellence du Canada, qui attirent du talent de calibre mondial, le Canada peut également devenir un leader mondial dans des domaines comme l'eau, la nourriture et l'énergie. 5. Nous sommes en faveur de la restructuration du Conseil national de recherches du Canada afin de concentrer les activités sur la recherche axée sur la demande. Mais il faudra mettre les changements en œuvre de façon consultative et stratégique en tenant compte du besoin de soutenir la recherche fondamentale de façon continue et de l'utilisation optimale des instituts nationaux de la recherche. Il faudrait également des stratégies pour encourager et récompenser les échanges réciproques productifs entre les universités et les partenaires industriels pour appuyer la commercialisation des découvertes issues de la recherche universitaire. 6. Il faudrait revoir les stimulants fiscaux, comme la réduction du taux d'imposition des sociétés, les règles relatives aux pièces comptables et les crédits d'impôt pour assurer qu'ils ont les incidences voulues. Par exemple, en basant la forme révisée du Programme d'encouragements fiscaux de la recherche scientifique et du développement expérimental (RS&DE) sur les coûts de la main-d'œuvre, on désavantage les entreprises à haute intensité de main-d'œuvre qui voudraient y recourir. La politique actuelle n'incite pas les entreprises qui doivent faire des dépenses d'immobilisations pour améliorer leur productivité à aller de l'avant. S'il est plus facile à appliquer, le nouveau Programme d'encouragements fiscaux de la recherche scientifique et du développement expérimental ne génèrera pas nécessairement les bénéfices souhaités à long terme. 7. En plus d'appuyer le capital de risque à l'intention des entreprises à forte croissance, nous devons assurer le financement convenable des entreprises en démarrage en les incitant à investir dans les phases initiales de développement, par exemple par l'entremise de crédits d'impôt pour l'investissement providentiel et de programmes de fonds de lancement et de mentorat de départ (Programme d'aide à la recherche industrielle). Nous devons également mettre en place des stimulants pour encourager le secteur bancaire traditionnel à investir dans les entreprises axées sur la productivité ou l'innovation.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

1. Les universités canadiennes et les centres d'excellence créent de la recherche et de l'innovation de calibre mondial, qui génèrent des emplois viables de qualité dans les industries du savoir. Ces emplois accroissent l'assiette fiscale du Canada et les dépenses de consommation (pour le logement, les marchandises au détail et les services), deux stimulants pour l'économie. 2. La création et le soutien des grands centres de sciences favorisent la création d'emplois et attirent les esprits les meilleurs et les plus brillants dans les institutions canadiennes – « un gain de cerveau ». Par exemple, le Centre canadien de rayonnement synchrotron et VIDO/InterVAC à l'Université de la Saskatchewan emploient environ 246 équivalents temps plein (ETP), et c'est un nombre qui va en augmentant. Il ne s'agit pas là de gains à court terme liés à des programmes incitatifs, mais plutôt d'emplois à long terme et d'une croissance des revenus qui auront également des incidences économiques à l'extérieur de la province. 3. Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent une proportion beaucoup plus importante de l'emploi au Canada que les PME américaines chez elles, et elles représentent une part disproportionnée d'avancées innovantes et de création nette d'emploi chez nous. La réduction du taux général d'impôt sur le revenu des sociétés devrait encourager les petites sociétés innovantes à accroître leurs ventes sur les marchés étrangers et à atteindre la taille requise pour innover avec succès, être concurrentielles et accroître leur productivité. (Études économiques du Canada de juin 2012 de l'Organisation de coopération et de développement économiques). 4. Nous devons élargir et diversifier les liens commerciaux et rationaliser les autorisations réglementaires pour les grands projets d'infrastructure et l'investissement étranger, en équilibrant le protectionnisme avec la transparence et la confiance des investisseurs. La création d'un conseil national sur la recherche et l'innovation industrielles conformément à la recommandation du groupe d'experts Jenkins pourrait catalyser les efforts de réforme comme dans le cas de la Productivity Commission en Australie. 5. Les programmes actuels pour les immigrants sont concentrés sur l'investissement financier; mais on pourrait explorer d'autres modèles comme le programme pilote mené en Irlande, qui finance un entrepreneur immigrant qui lance une entreprise de démarrage particulière. Les immigrants avec des idées nouvelles, ou souhaitant investir financièrement, ou les deux, qui veulent déménager au Canada, peuvent également avoir besoin d'aide pour nouer des liens, apprivoiser les pratiques de gestion ou venir à bout des obstacles culturels ou linguistiques, ou tout cela. Les bureaux de liaison université-industrie pourraient aider à établir ces liens. 6. Le Canada peut devenir plus concurrentiel à l'échelle mondiale en adoptant et en favorisant les méthodes simplifiées (Lean) d'améliorations tant dans le secteur privé que dans le secteur public. La méthode Lean peut aider à réduire les tracasseries administratives et à accroître la productivité des employés. Le gouvernement de la Saskatchewan a instauré la méthode Lean dans le secteur de la santé, et l'Université de la Saskatchewan prévoit y avoir recours pour améliorer ses méthodes organisationnelles.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

1. Pour réagir aux besoins en pleine évolution d'une économie du savoir et à la demande de travailleurs qualifiés au Canada, nous allons devoir améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et élargir nos activités de recrutement pour inclure les groupes sous-représentés, par exemple les étudiants

autochtones et ceux qui viennent de l'étranger, les étudiants de familles à faible revenu dont les membres n'ont pas fait d'études postsecondaires et les étudiants adultes. 2. Il est essentiel d'assurer l'égalité d'accès des apprenants autochtones à la formation postsecondaire et aux possibilités d'emploi pour répondre à nos besoins de main-d'œuvre. Il faut encourager et soutenir les programmes qui améliorent l'éducation postsecondaire et les partenariats qui offrent des programmes dans les réserves et à l'extérieur de celles-ci, ou qui offrent des bourses aux étudiants autochtones, ou tout cela, par exemple la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain. (Voir la Question 5) 3. La stratégie internationale en matière d'éducation du Canada devrait inclure des initiatives d'amélioration de l'image du Canada à l'étranger sous la forme de programmes d'échange d'étudiants et de professeurs et de partenariats de recherche. Une mission récente des présidents d'université du Canada au Brésil a aidé à convaincre jusqu'à 12 000 étudiants que le Canada est une destination de choix et à établir 75 ententes de collaboration. 4. Nous pourrions peut-être mieux réagir à notre transformation démographique en accueillant une proportion plus élevée d'immigrants au Canada à titre d'étudiants étrangers dans le système d'enseignement postsecondaire et en élargissant leurs possibilités de travailler chez nous et d'acquérir la résidence permanente après la diplomation. Cela pourrait aussi améliorer les liens noués par le Canada à l'échelle mondiale et notre compétitivité. 5. Entre autres efforts internationaux (et interprovinciaux) pour accroître notre main-d'œuvre, nous pourrions rationaliser les processus de reconnaissance des titres étrangers pour les professionnels et les travailleurs qualifiés et offrir plus de soutien transitionnel. 6. Nous pourrions peut-être aider aussi les citoyens canadiens à acquérir de nouvelles compétences pour demeurer plus longtemps dans la population active grâce à des programmes de soutien des aînés pour leur permettre de faire des études postsecondaires, ou d'explorer les possibilités de se lancer dans l'entrepreneuriat, ou tout cela. En Grande-Bretagne, plus d'un million des 4,7 millions de petites entreprises du pays ont été démarrées par des personnes à la retraite ou dont les services étaient devenus redondants. Plus de 611 000 de ces petites entreprises ont été lancées au cours des deux dernières années et les « Oldpreneurs », entrepreneurs aînés, sont le groupe le plus important à créer leur propre entreprise. 7. Nous devons appuyer l'apprentissage permanent et les horaires souples si nous voulons que les gens continuent de travailler dans la soixantaine, comme le travail à temps partiel, le partage d'emploi, les possibilités de mentorat et la formation dans les nouvelles technologies.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

1. Le Canada investit une proportion moins importante de son produit intérieur brut (PIB) dans la recherche et le développement (1,81 %) que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et très inférieure à celles de pays comme Israël (4,28 %), la Suède (3,62 %) et même les États-Unis (2,79 %). Pour être compétitif à l'échelle internationale, le Canada doit envisager d'augmenter les investissements dans la recherche et le développement à des niveaux bien supérieurs aux niveaux moyens des pays de l'OCDE (2,33 %). 2. Les investissements dans la recherche et le développement doivent être stratégiques et orientés sur les résultats, en ciblant les secteurs dont les rendements laissent à désirer, par exemple les technologies de l'information et des communications et la machinerie et l'équipement de pointe. Les crédits d'impôt en matière de RS&DE axés uniquement sur les coûts de la main-d'œuvre ne généreront peut-être pas les investissements optimaux souhaités de capital destiné à améliorer la productivité. 3. Nous appuyons les efforts du Canada pour améliorer les niveaux de Dépenses des entreprises en recherche-développement et les partenariats industriels en réorganisant les programmes et les organismes comme le Conseil national de

la recherche pour les concentrer sur la recherche axée sur la demande, mais ce sont des efforts qu'il faut jumeler avec des investissements dans la recherche fondamentale (qui sont souvent synergiques) et les modèles de collaboration entre les gouvernements, les universités et le secteur privé. 4. Les gouvernements peuvent accroître la productivité en réduisant les obstacles administratifs et réglementaires et en concentrant les efforts sur les meilleures façons d'appuyer les technologies à leur stade initial. Le fonds de 400 millions de dollars axé sur le développement durable inscrit dans le Plan d'action économique du Canada 2012 est un pas dans la bonne direction, mais nous devons aussi soutenir les entreprises à risque élevé en pleine phase de démarrage, qui n'ont pas le même accès aux investissements providentiels et au capital de risque que les entreprises à forte croissance. Les mesures incitatives à l'investissement peuvent avoir notamment la forme de crédits d'impôt pour investissement providentiel à l'échelle du Canada, de crédits d'impôt de RS&DE ciblés sur le stade initial de démarrage et d'un plus grand recours aux actions accréditives. 5. La recherche universitaire peut souvent générer des possibilités commerciales. Par exemple, les chercheurs du Centre canadien de rayonnement synchrotron de l'Université de la Saskatchewan et de l'Université Stanford ont créé un nouveau type de batterie rechargeable qui pourrait améliorer la technologie des voitures électriques. Le Canada doit soutenir les programmes d'amélioration de la commercialisation de la recherche universitaire, concernant par exemple les bureaux de transfert des technologies exemplaires, les stages et les partenariats d'orientation commerciale. 6. Des programmes comme le Programme d'aide à la recherche industrielle et le Conseil canadien d'adaptation et de formation de l'industrie minière travaillent en collaboration avec les bureaux de liaison université-industrie, appuyant la transformation des découvertes en réussites commerciales par l'entremise de programmes de collaboration et de stages de recherche université-industrie, de brevets et de licences technologiques, et en soutenant des entreprises en démarrage, par exemple par l'entremise de mentorat et de formation en gestion. Le budget 2013 devrait continuer d'appuyer les investissements dans de tels programmes.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

1. Une analyse de 2010 du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a révélé que l'amélioration du bien-être des collectivités autochtones entre 2001 et 2006 avait été limitée, voire inexistante. L'éducation est un grand facteur d'amélioration de la vigueur sociale et économique des Autochtones (vérificateur général du Canada; chef de l'Assemblée des Premières Nations), mais l'écart en matière d'éducation entre les Canadiens autochtones et non autochtones continue d'être large. 2. La croissance de la population autochtone du Canada a été de 45 % entre 1996 et 2006, soit six fois plus que la population non autochtone. Parallèlement, seulement 8 % des Autochtones de 25 à 64 ans du Canada ont un diplôme universitaire, par rapport à 23 % pour les non-Autochtones (en fait, plus du tiers des Autochtones n'ont pas terminé leurs études secondaires). Il en résulte notamment un taux de chômage chez les Autochtones de 13,9 % en 2009, par rapport à 8,1 % pour les non autochtones. 3. L'investissement dans l'éducation et l'emploi des Autochtones est non seulement une obligation morale, mais un placement judicieux. Selon le Centre d'étude des niveaux de vie, combler l'écart en matière d'éducation et de présence sur le marché du travail entre les Autochtones et les non-Autochtones d'ici 2026 générerait des avantages cumulatifs de 400,5 milliards de dollars en production supplémentaire et de 115 milliards de dollars en dépenses gouvernementales évitées pour la période de 2001 à 2026. 4. Pour augmenter le nombre de diplômés autochtones, les universités offrent des programmes de soutien, des bourses et des programmes d'études sans cesse plus pertinents; le gouvernement de la Colombie-Britannique a élaboré par exemple un programme destiné à améliorer

l'enseignement postsecondaire et les partenariats, à offrir des programmes dans les réserves et des bourses aux étudiants autochtones. 5. Il faudra explorer de nouvelles approches axées sur l'augmentation du nombre de diplômés, d'enseignants, de chercheurs, d'employés du secteur industriel et de dirigeants organisationnels autochtones. Par exemple, l'Université de la Saskatchewan a ouvert dernièrement un bureau des initiatives autochtones dans la réserve urbaine de la Première nation d'English River. 6. Les mesures énoncées dans le Plan d'action économique 2012 pour améliorer l'éducation des Premières nations seront un bon point de départ, particulièrement dans le système de la maternelle à la douzième année, mais nous devons trouver des mécanismes efficaces (comme la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain), qui atteignent tous les Autochtones (dont plus de la moitié vivent maintenant à l'extérieur des réserves), notamment les mécanismes pour rejoindre la clientèle « réadmissible » à l'université, les programmes de mentorat, les services aux étudiants et les programmes de soutien. 7. Les défis sont nombreux pour les nouveaux arrivants au Canada. Nous avons besoin de programmes pour aider les nouveaux immigrants et soutenir la diversité et l'inclusivité. (Voir les Questions 2 et 3)